Jana Jabbour et Noémie Rebière

Jana Jabbour* est doctorante en relations internationales à Sciences Po Paris et au CERI.

Noémie Rebière** est doctorante à l'Institut français de géopolitique.

La Turquie au coeur des enjeux géopolitiques et énergétiques régionaux

La position géographique de la Turquie au carrefour de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Europe, entre les pays producteurs d'hydrocarbures à l'Est et les pays consommateurs à l'Ouest lui confère un rôle géostratégique majeur. Frontalière des pays qui détiennent plus de 70 % des ressources mondiales d'hydrocarbures, elle est devenue l'un des principaux territoires de transit pour alimenter l'Union européenne. Ainsi, au regard des changements géopolitiques actuels, en Europe de l'Est avec la crise ukrainienne, et au Moyen-Orient avec les crises en Irak et en Syrie, ainsi qu'en Méditerranée Orientale avec la découverte de gisements d'hydrocarbures au large de l'île de Chypre, on constate que les enjeux énergétiques occupent plus que jamais une place capitale dans la définition de politique intérieure et extérieure de la Turquie.

La Turquie se trouve au carrefour de multiples aires géographiques et géopolitiques : Méditerranée, Caspienne, Mer Noire, Moyen-Orient, Asie Centrale, Europe Orientale, Caucase ou Balkans... Toutes ces régions se chevauchent et s'avoisinent. Si l'appartenance de la Turquie à chacune de ces aires géopolitiques découle de conceptions et de projections idéologiques, elle est

de fait prise au cœur des mutations politiques, sociales, économiques, sécuritaires et énergétiques, actuellement à l'œuvre dans cette vaste région du monde, que nous appellerons Eurasie occidentale pour les appréhender dans leur ensemble et mettre en avant leurs interdépendances profondes. L'approche choisie nous permettra de mettre en lumière les enjeux énergétiques qui constituent une trame de fond pertinente pour produire une analyse géopolitique sur une actualité en constante mutation.

Les crises actuelles en Ukraine et en Irak, bien que leurs natures, leurs causes et leurs formes d'expressions respectives soient différentes, ont en commun le facteur énergétique comme déterminant majeur de leurs évolutions actuelles et futures. Dans ce cadre, l'étude des routes des réseaux d'hydrocarbures qui se développent sur le territoire national de la Turquie et dans ses pays voisins, permet d'éclairer deux phénomènes : d'une part, les rivalités de pouvoirs entre les pays exportateurs, importateurs et de transit, et d'autre part, les enjeux liés à la découverte de nouvelles ressources en Méditerranée Orientale et au Moyen-Orient, notamment en Irak, dont les ressources ont été récemment réévaluées à la hausse.

Notre réflexion sera guidée par la problématique suivante : comment et en quoi les mutations géopolitiques régionales influencent-elles la stratégie énergétique de la Turquie? Nous analyserons dans un premier temps les enjeux géopolitiques que représente le développement des voies d'acheminement d'hydrocarbures qui transitent par la Turquie et les pays d'Europe de l'Est pour la sécurité énergétique de l'Union européenne. Dans un second temps, nous étudierons l'impact des enjeux énergétiques au Moyen-Orient et en Méditerranée Orientale dans la définition de la politique extérieure de la Turquie.

La Turquie : un pont énergétique entre le Caucase et les Balkans

Compte-tenu de la crise géopolitique actuelle entre l'Union européenne et la Russie autour de la question ukrainienne, le territoire turc représente l'alternative la plus sécurisée pour acheminer des hydrocarbures en provenance du Moyen-Orient et de la mer Caspienne. Nous verrons que la stratégie de l'Union européenne, qui cherche à diversifier ses sources et ses routes d'approvisionnement en hydrocarbures, s'inscrit dans une politique de long terme qui favorise

un rapprochement de l'Union européenne avec la Turquie, les pays des Balkans et du Caucase. Nous analyserons le rôle du corridor sud-européen pour la diversification des approvisionnements de la Turquie et de l'Union européenne, ainsi que les enjeux géopolitiques et économico-financiers pour le contrôle des voies de transport d'hydrocarbures et des infrastructures stratégiques.

Le Corridor sud-européen et la sécurité énergétique de l'Union européenne

A. Gonckarenko souligne le caractère stratégique de la région de la mer Noire : «d'un point de vue géopolitique classique, la région de la mer Noire est une pierre angulaire de la stabilité et de la sécurité euro-asiatique. Elle fait partie d'une zone très importante et sensible avec des grandes ressources naturelles et des corridors de transport et d'énergie stratégiques majeurs »[1]. La région tampon que constitue la mer Noire est depuis la chute du Mur de Berlin, un terrain de conflit et de compétition interposé entre puissances, avec l'enjeu énergétique comme élément central. Le rapport de la Commission européenne La Synergie de la Mer Noire, une nouvelle initiative de coopération régionale[2], publié en 2007 – date d'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie comme États-membres de l'Union européenne, stipule que :

La région de la mer Noire est une zone de production et d'acheminement d'importance stratégique pour la sécurité énergétique de l'Union européenne. Elle présente un large potentiel de diversification de l'approvisionnement énergétique et constitue donc un élément important de la stratégie extérieure de l'UE dans ce domaine. (...) La Commission continuera à améliorer ses relations avec les pays producteurs d'énergie, les pays de transit et les pays consommateurs, dans le cadre d'un dialogue sur la sécurité énergétique. L'objectif est de promouvoir l'harmonisation juridique et réglementaire par l'intermédiaire de l'Initiative de Bakou et dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage (PEV) et du dialogue énergétique entre l'Union européenne et la Russie.

Comme en témoigne l'extrait du rapport cité ci-avant, la Commission européenne souhaite renforcer la coopération entre les pays de la région de la mer Noire, notamment dans le secteur de l'énergie et des transports. En effet, l'Union européenne mène depuis la chute de l'Union Soviétique une politique énergétique qui aspire à réduire sa dépendance envers ses principaux fournisseurs d'hydrocarbures qui sont les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et la Russie pour le gaz. On assiste alors à la naissance d'associations

régionales, telles que la Politique de Voisinage et plus récemment le Partenariat Oriental, qui incluent les pays situés dans la région de la mer Caspienne et la mer Noire, dont la Turquie constitue l'élément central. Ainsi l'Initiative de Bakou, créée en 2004, concerne la coopération énergétique entre l'Europe et l'Azerbaïdjan et encourage l'alignement progressif des pays de la région sur les normes énergétiques de l'Union européenne. Le programme INOGATE (INterstate Oil and GAs To Europe pipeline), lancé en 2006 par le Secrétariat de la Coopération Energétique de l'Union européenne, du bassin de la mer Noire et de la mer Caspienne et ses pays voisins, concerne quant à lui les aspects techniques. Il a pour but d'améliorer l'approvisionnement énergétique par la mise en œuvre d'une assistance technique pluriannuelle pour le développement des infrastructures énergétiques et de transport.

De plus, ces initiatives disposent de cadres financiers qui facilitent la construction, le développement ou la rénovation des infrastructures nécessaires pour l'alimentation de l'Europe en hydrocarbures (voies de transports routiers, ferroviaires et maritimes, lieux de stockage et de transformation, réseaux de transmission de gaz et d'électricité). Les principales sources de financement proviennent soit des fonds européens, telle que la Banque Européenne d'Investissement, soit des institutions financières internationales tels que la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International, l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD). Ainsi, lors de la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), la Banque Mondiale a concédé 5 millions de dollars à l'entreprise turque BOTAS afin de remettre à jour le réseau des infrastructures et l'installation nécessaire de lieux de stockage pour le gaz [3]. Aujourd'hui, le Programme d'intégration géré par le Secrétariat technique de l'INOGATE dispose de 16,6 millions d'euros pour une durée de trois ans (2012-2015) alloués à l'aide au développement de l'ensemble du secteur énergétique pour les pays suivants : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine et Ouzbékistan [4]. Cela témoigne de l'importance stratégique que représente le secteur énergétique en Turquie, en Europe de l'Est et en Asie Centrale. Néanmoins, malgré les initiatives déployées pour développer les infrastructures énergétiques au sein de cette région, la crise ukrainienne actuelle réaffirme la vulnérabilité de l'Union européenne en termes de sécurité énergétique et soulève la question de l'efficacité de sa politique énergétique.

En effet, l'Union européenne, importatrice et importante consommatrice d'hydrocarbures, est aujourd'hui dépendante à hauteur de 39 % pour ses importations de gaz en provenance de la Russie, dont environ 70 % des volumes d'hydrocarbures importés transitent par le territoire ukrainien. Avec le durcissement des sanctions européennes et états-uniennes à l'encontre du secteur énergétique russe, l'hypothèse d'une coupure des approvisionnements de gaz russe vers les pays membres de l'Union européenne constitue une menace de plus en plus probable. Ainsi pour assurer sa sécurité énergétique à moyen et long terme, l'Union européenne se trouve dans la nécessité de se tourner vers d'autres pays producteurs d'hydrocarbures afin de diminuer sa dépendance énergétique envers la Russie. Mais également de nouer des relations diplomatiques solides avec les États par lesquels transitent les ressources.

La Turquie est frontalière de 70 % des ressources mondiales d'hydrocarbures. D'un point de vue géographique, le territoire turc représente l'unique alternative pour l'Union européenne pour acheminer les ressources du bassin de la mer Caspienne et du Moyen-Orient, notamment celles d'Azerbaïdjan, d'Irak et d'Iran. D'un point de vue géostratégique, en tant que membre de l'OTAN et candidate à l'Union européenne, Ankara constitue donc un allié de premier choix pour contribuer à renforcer la sécurité de l'Europe. Cependant, la Turquie n'est pas seulement un pays de transit, elle est aussi un pays importateur et consommateur d'énergie. Elle connait depuis une dizaine d'années une forte croissance de sa demande énergétique, environ 7 à 8 % par an, alors qu'elle ne dispose que de très peu de ressources sur son territoire. Elle importe plus de 90 % de sa consommation totale d'hydrocarbures [5], ce qui entraîne une forte augmentation de sa facture énergétique et de sa dépendance vis-à-vis de ses principaux fournisseurs, l'Iran et la Russie [6]. Dans ce cadre, sa stratégie consiste à diversifier ses sources d'importations, à diversifier son « mix » énergétique (implantation du nucléaire, développement des énergies renouvelables, augmentation du potentiel hydraulique), et à se positionner en pays de transit et en « hub » énergétique.

Dans ce cadre, le corridor Sud-européen, composé du Trans-Anatolian gas Pipeline (TANAP) qui traverse la Turquie d'est en ouest sur une distance de quelques 1 800 km [7], et achemine les ressources depuis l'Azerbaïdjan jusqu'à l'intérieur de l'Union européenne, représente un élément centrale de la stratégie énergétique turque. Avec une capacité initiale de 16 milliards de mètres cube (mmc), qui pourra

atteindre 60 mmc au bout de dix ans de mise en service, le TANAP alimentera la Turquie de 6 mmc et l'Union européenne de 10 mmc d'ici 2020, avec la construction du Trans-Adriatic Pipeline (TAP). D'une part, ce projet permet à la Turquie de diversifier ses sources d'approvisionnement en augmentant son volume d'importation en provenance d'Azerbaïdjan, mais également d'améliorer son réseau et ses infrastructures énergétiques nationales, notamment avec un soutien financier de 400 millions de dollars de la Banque Mondiale[8]. D'autre part, partenaire à hauteur de 30 % dans le TANAP, la Turquie renforce ainsi sa position géostratégique vis-à-vis de l'Union européenne qui perçoit le corridor Sud-Européen comme indispensable pour renforcer sa sécurité énergétique en diversifiant ses sources d'approvisionnement.

Les Balkans et les luttes d'influence entre l'UE et la Russie

Le projet russe South Stream, dont la réalisation a été récemment remise en question par le président russe Vladimir Poutine lui-même lors d'une rencontre avec le Président turc Recep Tayipp Erdogan[9], s'inscrit directement dans la question du Corridor Sud-Européen. Ce projet de gazoduc a été lancé en réaction aux tentatives de l'Union européenne de s'affranchir du monopole gazier russe. Néanmoins, l'utilisation du gaz dans le mix énergétique européen est amené à augmenter dans les années à venir et la Russie détient les plus grandes ressources de gaz naturel au monde[10]. La Russie représente donc un acteur majeur pour l'Union européenne mais surtout pour les pays d'Europe de l'Est, dont certains dépendent à 100 % du gaz russe. Les différents projets de gazoducs à destination des marchés européens provoquent ainsi des luttes de pouvoir entre les pays producteurs, les pays consommateurs et de transit pour le contrôle des routes d'approvisionnement. Le projet South Stream, bien qu'aujourd'hui incertain, reste un cas d'étude pertinent pour analyser la compétition géopolitique qui se joue entre l'Europe et la Russie pour l'approvisionnement en gaz du vieux continent, qui plus est dans le contexte actuel de la crise Ukrainienne. Nous regarderons brièvement les enjeux que représentent les tracés des différents projets de pipelines au sein de l'Europe de l'Est, qui tend à devenir une importante région de transit de matières énergétiques.

Le South Stream devait traverser les eaux territoriales turques de la Mer Noire, entrer en Europe par la Bulgarie, traverser la Serbie, la Hongrie, la Slovénie, jusqu'au nord de l'Italie. Soulignons que le

but principal du projet South Stream était de contourner le territoire ukrainien. Ce dispositif venait compléter le gazoduc North Stream qui approvisionne l'Allemagne via la Mer Baltique, et contourne ainsi l'Ukraine. Le corridor Sud-Européen en provenance d'Azerbaïdjan, traverse quant à lui, la Géorgie et la Turquie – avec le TANAP qui constitue le tronçon le plus important. Le Trans-Adriatic Pipeline (TAP) raccorde le TANAP à la frontière gréco-turque, traverse la Grèce et l'Albanie, jusqu'au sud de l'Italie. Ces gazoducs et les autres potentiels prolongements du TANAP, Interconector Turkey-Bulgaria (ITB) et Ionian-Adriatic Pipeline (IAP) sont largement soutenus politiquement et économiquement par l'Union européenne. Dans le contexte de la crise actuelle avec la Russie, cette dernière privilégie la construction du corridor Sud-européen et tente de ralentir la construction du South Stream par le durcissement des normes juridiques européennes concernant le marché du gaz [11]. Or, certains pays membres de l'Union européenne par lesquels transiterait le South Stream, comme l'Autriche, la Hongrie ou la Bulgarie, entendent bien bénéficier des volumes de gaz supplémentaires, ce qui tend à diviser les 28 pays membres sur l'application de sanctions à l'encontre de la Russie [12].

Les enjeux politiques et économiques que soulève le tracé de ces gazoducs sont d'autant plus importants que les pays d'Europe de l'Est et du Sud vont connaître une augmentation de leur demande énergétique dans les années à venir. En effet, l'Europe du Sud-Est est un marché quasiment vierge en termes de consommation de gaz, d'infrastructures de transport et de production. Les pays des Balkans, qui intègrent peu à peu l'économie libérale, constituent encore des îlots énergétiques au sein de l'Europe, tant du point de vue des infrastructures de réseaux électriques et gaziers, que du point de vue des normes législatives et de régulation. Ainsi, dans le cadre de la Politique de Voisinage et de la candidature de nombreux pays d'Europe de l'Est pour l'adhésion à l'Union européenne, cette dernière préconise une mise à niveau des normes législatives et techniques concernant le marché du gaz et de l'électricité, ainsi qu'une libéralisation du secteur énergétique. Cela amène les pays d'Europe centrale et orientale à privatiser leurs entreprises nationales pétrolières et gazières, leurs infrastructures électriques et leurs réseaux de distribution.

Le cas de la Grèce constitue un exemple intéressant. À l'issue des restructurations financières imposées à Athènes par la Commission Européenne dans le cadre du sauvetage de sa dette, la privatisation du secteur gazier grec a mis en lumière les luttes de pouvoir entre les

compagnies pétrolières et gazières pour le contrôle financier des routes d'approvisionnement et des infrastructures critiques. La compagnie nationale grecque DESFA – qui comprend la totalité du réseau de transport ainsi que les usines de transformation et les terminaux gaziers grecs – a été rachetée par l'entreprise nationale Azerbaïdjanaise SOCAR en juin 2013[13]. Or, Gazprom et une de ses filiales, Sintez, avaient répondu à l'appel d'offre lancé par le gouvernement grec pour le rachat de DESFA, avant de se désister quelques jours avant la date finale[14]. Les conditions et les raisons de ce désistement de dernières minutes n'ont été expliquées clairement par aucun des acteurs concernés. Alors que les officiels grecs accusaient l'Union européenne d'avoir influencé l'appel d'offre, cette dernière avait démenti ces accusations[15]. Gazprom, pour sa part, affirmait ne pas disposer de garanties financières suffisantes[16]. Le rachat du réseau grec par Gazprom ou Sintez aurait engendré une situation critique pour l'Union européenne, l'Azerbaïdjan et la Turquie. En effet, leur volonté commune de s'affranchir de la Russie avec la construction du corridor Sud-Européen aurait été anéantie par la mainmise russe sur le réseau grec, qui se trouve en aval du TANAP et à l'intérieur du marché européen. Le rachat de l'entreprise grecque DESFA par l'entreprise nationale azerbaïdjanaise SOCAR témoigne de l'importance éminemment stratégique du contrôle financier des voies de transport et des infrastructures énergétiques pour assurer la sécurité énergétique des États.

Outre les pays par lesquels transiterait le South Stream, la Russie a d'ores et déjà signé des accords de coopération avec la Roumanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, la Serbie, la Monténégro et la Croatie, pour des prolongements futurs. Le projet du corridor Sud-européen, outre la Turquie, la Grèce, l'Albanie et l'Italie, devrait pour sa part alimenter à terme la Bulgarie, le Monténégro, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine[17]. Compte-tenu de l'évolution rapide de l'actualité, il s'agira de garder un regard attentif sur les luttes de pouvoir entre les compagnies pétrolières, publiques ou privées, pour l'accession et le contrôle des marchés de l'énergie et des infrastructures critiques.

Toutefois, construire des voies d'acheminement d'hydrocarbures n'est pas suffisant : afin d'assurer la sécurité énergétique des États dans un contexte d'augmentation continue de la demande en énergie, il est nécessaire de garantir l'accès à de nouvelles ressources pour alimenter, sur un long terme, le réseau de pipelines. Pour répondre à cette exigence, la Turquie, qui se trouve au cœur d'un réseau complexe de gazoducs et d'oléoducs qui s'étend de l'Asie Centrale à l'Union européenne,

s'est tournée vers le Moyen-Orient et la Méditerranée orientale: les ressources énergétiques de l'Irak ainsi que le gaz récemment découvert en Méditerranée orientale ont ainsi ouvert à la Turquie et à l'Union européenne une nouvelle fenêtre d'opportunités qu'elles cherchent à exploiter.

La Turquie au coeur des enjeux géopolitiques de la région

Le double objectif de la Turquie de satisfaire sa demande croissante en énergie et d'assurer la continuité du flux énergétique vers l'Europe pousse Ankara à diversifier ses sources d'importations et à développer des liens étroits avec ses voisins orientaux. Il s'agit d'abord d'analyser la coopération entre la Turquie et l'Irak – à la fois le gouvernement central de Bagdad et le gouvernement autonome du Kurdistan irakien –, pour comprendre le subtil jeu d'équilibre auquel Ankara se prête dans ses relations avec le voisin irakien. Ensuite, il s'agit d'examiner les enjeux posés par la découverte récente de ressources gazières en Méditerranée orientale et la place de la Turquie dans les nouveaux équilibres géopolitiques qui se dessinent dans cette région.

La Turquie et l'Irak : diplomatie et énergie

Si l'Irak est souvent le théâtre de conflits violents et de querelles tant internes qu'externes, c'est en partie à cause de sa richesse en hydrocarbures qui suscite l'intérêt des puissances étrangères, des voisins régionaux et des compagnies internationales, tout en exacerbant les tensions sectaires et ethniques dans ce pays pluricommunautaire à l'équilibre fragile. En effet, les réserves établies d'or noir en Irak sont de l'ordre de 143 milliards de barils, ce qui le place au troisième rang mondial derrière l'Arabie saoudite et le Vénézuela[18]. Elles sont concentrées dans 70 gisements dont 23 seulement sont exploités à ce jour[19]. Le pays est également riche en gaz avec des réserves prouvées de l'ordre de 3,2 trillions de m^3, ce qui le place au 2e rang mondial[20]. Selon l'OPEP, l'essentiel de ces ressources en hydrocarbures (environ 70 %) se trouve au sud de l'Irak (70 %), une région peuplée de chiites, et est exporté vers les États-Unis et l'Asie à partir du terminal de Bassora situé dans le Golfe Persique. Le Nord de l'Irak, peuplé majoritairement de Kurdes et bénéficiant depuis 2005 d'une autonomie par rapport au

pouvoir central de Bagdad, concentre quant à lui 20 % des ressources énergétiques du pays.

La coopération en matière énergétique entre Ankara et Bagdad remonte aux années 1970. Dès 1973, la Turquie et l'Irak s'entendent pour lancer la construction d'un oléoduc qui transporterait le brut irakien vers les marchés mondiaux via la Turquie. Ce projet pousse la Turquie à créer en 1974 la compagnie BOTAS, première compagnie nationale turque de transport d'hydrocarbures. Officiellement inauguré en 1977, l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan, d'une longueur de 970 km, relie la zone de Kirkouk au nord de l'Irak au port de Ceyhan, dans la ville de Yumurtalık sur la côte méditerranéenne turque. Doublé en 1984 d'un second pipeline, il présente une capacité maximum de transport d'1,65 millions de barils par jour, qui n'a cependant jamais été atteinte à ce jour en raison d'incidents techniques et de nombreux sabotages dont le dernier en date du 5 avril 2012.

Or, depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement AKP en 2002, la Turquie a développé une politique de « zéro problème avec les voisins »[21]. Conceptualisée par Ahmet Davutoğlu qui a occupé successivement les postes de conseiller du Premier ministre Recep Tayyıp Erdoğan (2003-2009), de ministre des affaires étrangères (2009-août 2014), et de Premier ministre (août 2014-…), cette politique a pour objectif de mettre fin à toutes les disputes bilatérales entre la Turquie et ses voisins arabes et d'entamer une coopération à la fois politique, économique et culturelle entre Ankara et les gouvernements de la région. Or, cette politique, en apparence idéaliste, cache des motivations de realpolitik. En soldant les conflits l'ayant opposée aux États arabes, la Turquie recherche essentiellement deux objectifs: d'une part, elle tente de se forger un « hinterland » au Moyen-Orient et de se poser comme une puissance régionale ce qui, à terme, accroîtrait son statut mondial et répondrait à ses ambitions de puissance émergente; d'autre part, elle essaie de mettre à profit ses relations positives avec le monde arabe pour engranger des gains économiques dans une région riche en ressources énergétiques et qui présente un marché prometteur pour les exportations et les investissements turcs. Ainsi, l'aspect économique et en particulier la dimension énergétique du « zéro problème avec les voisins » ne doivent pas être sous-estimés.

Dans le cas précis de l'Irak, le rapprochement entrepris par le gouvernement Recep Tayyıp Erdoğan à l'égard du gouvernement central de Nouri el-Maliki s'inscrit dans cette logique d'économie politique. La société nationale turque de pétrole TPAO (Türkiye

Petrolleri Anonim Ortaklığı ou Turkish Petroleum Corporation) a ainsi obtenu de nombreux contrats pour l'exploitation de gisements dans le sud de l'Irak, notamment dans les champs de Missan et Badra à la frontière avec l'Iran, de Siba à la frontière avec le Koweït, et de Mansuriya[22] dans la province de Diyala. Aussi, le 7 mars 2008, lors du sommet de coopération irako-turc qui s'est tenu à Ankara, les responsables des deux pays avaient discuté de l'augmentation des flux pétroliers et d'un projet de construction d'un second oléoduc, même si, à ce jour, ce projet reste prisonnier de la situation sécuritaire en Irak. Par ailleurs, l'ancien Premier ministre Nouri el-Maliki avait proposé en 2009 que le gaz de son pays soit exporté sur les marchés européens via le pipeline Nabucco contrôlé par la Turquie. Or, en plus de développer des relations avec Baghdad, l'appétit de la Turquie pour les ressources en hydrocarbures la conduit à se rapprocher de son ennemi d'hier: le gouvernement régional du Kurdistan irakien.

La région autonome du Kurdistan irakien s'est imposée, au cours des dernières années, comme un important producteur et exportateur d'hydrocarbures. En effet, en excluant les réserves de la ville de Kirkouk dont la souveraineté fait l'objet d'une dispute entre Erbil et Bagdad (et dont les ressources en pétrole sont estimées à 25 milliards de barils), les réserves prouvées de pétrole du Kurdistan irakien sont de l'ordre de 12 milliards de barils, et les réserves probables (c'est-à-dire potentiellement exploitables) sont estimées à 45 milliards de barils[23]. En 2011, la région exportait 100 000 barils par jour, mais le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) ambitionne d'augmenter cette production pour atteindre un million de barils par jour d'ici 2015. Par ailleurs, les réserves établies en gaz de la région du Moyen-Orient sont de l'ordre de 22 trillions de pieds cubes[24] alors que les réserves probables sont estimées à 200 trillions de pieds cubes[25]. Les gisements de gaz et de pétrole sont concentrés dans les champs de Shaikhan, Bardarash, Khor Mor, Chemchemal, Tawke et Taq Taq. La Turquie réalise l'importance des ressources de cette région, surtout à l'aune de son ambition de devenir un hub énergétique et de diversifier ses sources d'approvisionnement en hydrocarbures. Ainsi alors même que la Turquie a historiquement regardé le GRK avec méfiance et suspicion, en raison de l'opposition d'Ankara aux velléités indépendantistes exprimées par sa propre communauté kurde et qui rappellent le « syndrome de Sèvres », le gouvernement turc entreprend, à partir de 2009, un rapprochement spectaculaire à l'égard des Kurdes irakiens. Ainsi, le 30 octobre 2009, le ministre des affaires étrangères turc Ahmet Davutoğlu et le ministre

d'État du commerce extérieur Zafer Çağlayan se rendent à Erbil dans une visite qualifiée d'historique[26]. En 2010, l'ouverture d'un consulat turc à Erbil, capitale du Kurdistan irakien marque le début de la reconnaissance du GRK par la Turquie.

Or, ce rapprochement diplomatique avec le GRK qui fait partie de la politique de « zéro problème avec les voisins » sert les intérêts d'Ankara en matière d'énergie. En mai 2012, le ministre turc de l'Energie Taner Yıldız et le ministre du Pétrole du GRK Ashti Hawrami ont annoncé la construction d'un pipeline qui lierait les gisements de pétrole des champs Taq Taq et Tawke à la raffinerie d'Erbil puis au pipeline existant Kirkouk-Ceyhan. Les Kurdes irakiens seraient alors en mesure d'exporter vers la Turquie environ un million de barils de pétrole par jour d'ici 2015 et jusqu'à 2 millions de barils par jour d'ici 2020[27]. En 2013, Genel Energy, une société pétrolière turco-anglaise qui détient de nombreux contrats dans la région du Kurdistan[28], annonce que la première section du pipeline est en cours d'achèvement. Le 21 juin 2014 a eu lieu la première livraison de brut produit au GRK: il a été expédié depuis le port turc de Ceyhan vers celui d'Ashkelon en Israël[29]. Le 11 juillet 2014, dans le contexte du chaos créé par l'offensive de l'EIIL (État islamique en Irak et au Levant) et la proclamation de l'État islamique par Al-Baghdadi, les Kurdes irakiens ont sécurisé deux champs de pétrole de la région de Kirkouk, celui de Bai Hassan et celui de Makhmour, et il est fort probable qu'ils devront passer par la Turquie pour exporter ce pétrole vers les marchés mondiaux. Selon des informations publiées dans le quotidien panarabe Al Hayat, le GRK gagne 100 millions de dollars pour chaque million de barils de pétrole exporté en Turquie. Cela signifie que le gouvernement kurde vend le pétrole à la Turquie à un prix réduit (9 % de réduction : le GRK vend son pétrole à un prix de 101 dollars le baril, alors que le pétrole russe par exemple est vendu à 110 dollars le baril. De plus, selon les mêmes sources, le gouvernement du Kurdistan paie à la Turquie un dollar pour chaque baril de pétrole qui transite sur son territoire. Par ailleurs, parallèlement à la coopération entre Erbil et Ankara sur le pétrole, les deux capitales collaborent sur la question du gaz. En juillet 2012, le ministre de l'énergie du GRK, M. Hawrami, a mentionné la possibilité d'exporter en Turquie les réserves de gaz du GRK, qui devraient alimenter le TANAP. Plus précisément, il a déclaré que le GRK fournira, de façon autonome, 10 milliards de m^3 de gaz à la Turquie via un nouveau pipeline[30].

En somme, il apparaît que le partenariat entre Erbil et Ankara est mutuellement bénéfique pour les deux parties. Pour la Turquie, importer du pétrole et du gaz du GRK lui permet d'une part d'engranger des gains financiers importants, et d'autre part de diversifier ses sources d'approvisionnement en hydrocarbures et de diminuer ainsi sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, de l'Iran et de l'Azerbaïdjan. Les ressources énergétiques kurdes permettent dès lors à Ankara d'assurer un flux continu d'hydrocarbures même en cas de dispute avec ses autres fournisseurs. Pour Erbil, exporter ses ressources via la Turquie lui permet de bénéficier d'une rente (des pétrodollars) nécessaire pour sa survie politique: en d'autres termes, exporter le gaz et le pétrole directement vers la Turquie en contournant Baghdad donne à Erbil les moyens économiques d'assumer son autonomie régionale et de continuer à se constituer en État quasi-indépendant.

Les liens étroits que la Turquie a développés avec le Kurdistan irakien afin de répondre à ses besoins énergétiques ne sont pourtant pas sans poser de problèmes à Ankara. En effet, les relations nouées par entre cette dernière et Erbil ont suscité l'ire du gouvernement central de Bagdad et ont engendré une escalade de tensions diplomatiques qui ont souvent pris la Turquie au dépourvu. En décembre 2012, alors que le ministre turc du Pétrole Taner Yıldız se préparait à se rendre à Erbil pour discuter de projets de nouveaux pipelines, le gouvernement central de Bagdad a empêché son avion d'atterrir, affirmant que les permis nécessaires n'avaient pas été obtenus. De même, en août 2013, la visite officielle du ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu dans la ville de Kirkouk – riche en pétrole et revendiquée par Erbil comme appartenant à la région autonome kurde – a suscité de vives tensions entre Baghdad et Ankara, ce qui a poussé le ministre turc à publier un communiqué pour calmer la discorde. Enfin, dernier épisode spectaculaire de la longue dispute entre Ankara et Bagdad au sujet du pétrole du GRK : en juillet 2014, l'annonce des premières livraisons de pétrole en provenance du GRK sur les marchés internationaux via la Turquie a provoqué la colère du gouvernement de Nouri el-Maliki qui a porté plainte auprès de la Chambre de commerce internationale de Paris. Bagdad demande, en particulier, 250 millions de dollars de compensation à la Turquie. Ainsi, le gouvernement turc, qui compte à la fois sur les ressources du nord et du sud de l'Irak pour diversifier ses sources d'hydrocarbures, se trouve obligé de se prêter à un subtil jeu d'équilibre entre les deux parties en conflit : il multiplie ainsi les déclarations sur son soutien à l'intégrité territoriale de l'Irak afin d'éviter

une véritable rupture avec Bagdad, tout en continuant son « business as usual » avec Erbil. Ce jeu risque toutefois d'imploser à tout instant.

Par ailleurs, il est important de constater que les besoins énergétiques croissants de la Turquie et sa volonté de « mettre la main » sur les ressources de l'Irak, l'entraînent parfois dans des prises de position ambiguës et douteuses. Ainsi, l'attitude de la Turquie à l'égard du mouvement jihadiste de l'EIIL et de la proclamation de l'État islamique (EI) est énigmatique: alors même que les activistes de l'EI se sont emparés de Mossoul et ont pris en otage 46 citoyens turcs, dont le consul turc, le Premier ministre – devenu Président – Recep Tayyıp Erdoğan a déclaré que « personne ne devrait s'attendre à ce que je provoque l'EIIL »[31]; et quand le Président Obama a proposé, au cours du mois d'août 2014, de lancer une offensive aérienne contre l'EI, son homologue turc a rejeté cette proposition. Ce comportement « pacifiste » de la part du chef de l'exécutif turc ainsi que le « black-out » qu'il a imposé sur la couverture médiatique de ce sujet sont problématiques. Selon des sources arabes bien informées que nous avons interrogées sous couvert d'anonymat, le silence du gouvernement turc face à l'agression de l'EI s'expliquerait par des calculs pragmatiques et de realpolitik. L'AKP chercherait à rester neutre vis-à-vis de l'EI afin de préserver les intérêts énergétiques de la Turquie; selon ce scénario, dans le cas de l'émergence d'un État islamique solide en Irak avec Mossoul comme capitale, la Turquie se rapprocherait de cette entité pour proposer d'exporter son pétrole sur les marchés mondiaux. Selon les calculs d'Ankara, l'État islamique serait tenté d'accepter cette proposition surtout qu'il n'aurait pas d'autre alternative terrestre pour exporter son pétrole (la Syrie et l'Iran étant de farouches opposantes à l'EI). Si ce scénario s'avère correct, il ne serait pas exagéré d'affirmer que, pour l'AKP, « la fin justifie les moyens » : les principes éthiques de la politique étrangère turque seraient sacrifiés sur l'autel de la sécurité énergétique.

Gisements de gaz en Méditerranée orientale : opportunité ou casse-tête ?

La découverte en 2009 d'importants gisements gaziers en Méditerranée orientale est venue bouleverser la donne géopolitique régionale à tous les niveaux: au niveau national, elle crée des conflits entre les pays riverains quant à la délimitation de leurs zones économiques exclusives et donc à leur droit à l'exploitation des gisements. Au niveau transnational, l'arrivée de l'offre de la Méditerranée orientale sur

le marché est de nature à changer les équilibres; elle pose surtout la question de l'acheminement et de l'exportation de cette ressource vers les marchés mondiaux. Pour la Turquie en particulier, la découverte des gisements gaziers sur sa côte méditerranéenne pose des enjeux de taille et lui offre la possibilité de se poser comme zone privilégiée de transit qui acheminerait le gaz méditerranéen vers les marchés extérieurs. Mais ceci s'avère ne pas être chose aisée.

Jusqu'en 2009, seules les ressources en hydrocarbures de la Syrie suscitaient l'intérêt des puissances régionales et internationales ainsi que des sociétés étrangères. Toutefois, en 2009 et 2010, la découverte des gisements en Méditerranée orientale change la donne. Un premier gisement off-shore, Tamar, est découvert en janvier 2009 à 80 km au large d'Haïfa ; ses réserves sont estimées à 250 milliards de mètres cubes (mmc) de gaz. Un deuxième gisement est découvert en 2010: il s'agit du Léviathan – nom donné en référence au monstre marin mentionné dans la Bible –, qui se situe à 135km au large de Haïfa et dont les réserves sont estimées à quelques 650 milliards de mètres cubes (mmc) [32] de gaz, ce qui en fait l'un des plus importants gisements off-shore découverts dans la dernière décennie. Il est vite revendiqué par Israël comme étant situé dans sa zone économique exclusive; mais cette revendication est démentie par le Liban. En parallèle, un troisième gisement, Aphrodite, apparaît près de Chypre, dont les réserves sont estimées à quelques 200 mmc de gaz [33]. L'agence américaine US Geological Survey estime à 122 trillions de barils la quantité de gaz présente dans l'ensemble de la Méditerranée orientale, c'est-à-dire dans la zone comprenant Israël, le Liban, la Palestine (Gaza) et Chypre. Plus intéressant encore, il serait probable de trouver du pétrole en dessous du gaz. En effet, des couches pétrolifères ont été découvertes sous les strates de gaz du Léviathan, et on estime qu'elles pourraient contenir jusqu'à 3.5 milliards de barils de pétrole [34].

Étant donné l'importance des ressources découvertes et la manne financière qu'elles pourraient apporter aux États qui en sont détenteurs, la délimitation des zones économiques exclusives [35] devient un enjeu de taille et une question problématique qui génère de nouveaux conflits géopolitiques. En effet, les zones économiques exclusives revendiquées par les États se superposent. Nous assistons dès lors à une succession de disputes entre les États riverains à propos de leur souveraineté sur les eaux territoriales. Ainsi, en 2007, la République de Chypre du Sud signe un accord avec le Liban pour fixer leurs frontières maritimes communes, mais cet accord sera suspendu par le Liban pour non respect

de ses droits sur sa zone économique exclusive. En 2010, Chypre signe un accord avec Israël sur leurs frontières maritimes, suscitant l'ire du Liban toujours formellement en guerre avec l'État hébreu depuis 1948. D'autant plus que le Liban conteste la souveraineté israélienne sur les gisements de Tamar et du Léviathan car il considère que ces deux champs gaziers « sont issus d'une poche de gaz située dans le sous-sol du territoire maritime libanais »[36]. En janvier 2011, le Liban demande l'arbitrage de l'ONU sur la question de la délimitation de ses eaux territoriales par rapport à Israël; mais l'ONU refuse en se déclarant incompétente sur la question.

De même, le contentieux historique opposant la Turquie à la Grèce a été ravivé par la question du partage des eaux territoriales autour de Chypre. Rappelons que l'île est divisée depuis 1974 en une partie grecque au sud (la République de Chypre, État membre de l'ONU et de l'UE), et une partie turque au nord (la République turque de Chypre du Nord autoproclamée en 1983 et reconnue uniquement par Ankara). A la suite du lancement des activités d'exploration par le gouvernement grec, les tensions se raniment entre le gouvernement de la République de Chypre et Ankara. Cette-dernière se trouve encore plus irritée par la signature en 2010 d'un accord israélo-chypriote sur le partage des eaux territoriales[37]. Le gouvernement AKP réagit durement en revendiquant un droit de regard sur l'accord israélo-chypriote, sous prétexte du non-règlement de la question du partage de l'île[38].

Ces querelles diplomatiques entraînent des reconfigurations diplomatiques et créent de nouvelles alliances en Méditerranée orientale, ce qui à son tour a une répercussion sur l'enjeu gazier. Ainsi, nous assistons à un rapprochement entre Israël, Chypre et la Grèce, eux-mêmes en mauvais termes avec Ankara. En juin 2013, Chypre a signé un protocole d'entente avec l'entreprise américaine Noble Energy et les entreprises israéliennes Delek Drilling et Avner Oil Exploration concernant la construction d'un terminal pour exporter du gaz naturel liquéfié dans la partie Sud de l'île de Chypre. En août 2013, Chypre, Israël et la Grèce signent un accord de coopération dans le secteur de l'énergie visant à augmenter la sécurité de l'approvisionnement énergétique. Or, ce partenariat israélo-gréco-chypriote va à l'encontre des intérêts de la Turquie qui se trouve contournée et dépassée, les trois partenaires n'ayant pas besoin d'elle pour exporter leur gaz. En effet, il existe trois alternatives possibles pour exporter le gaz méditerranéen vers les marchés européens : un pipeline sous-marin reliant les gisements off-shore israélien et chypriote au terminal turc de Ceyhan sur la côte

méditerranéenne; ou bien un pipeline sous-marin reliant les gisements israéliens et chypriotes au terminal gazier situé au sud de Chypre jusqu'à la Grèce; ou bien la possibilité de construire un terminal de gaz naturel liquéfié au Sud de l'île de Chypre qui permettrait d'exporter par tanker la production des gisements méditerranéens[39]. Or, dans le contexte actuel, et étant donné les relations diplomatiques tendues entre Israël et la Turquie et le langage dur d'Erdoğan à l'encontre du gouvernement israélien, le choix de la Turquie comme pays de transit pour atteindre les marchés européens semble incertain.

Conclusion

En conclusion, la position géographique de la Turquie au carrefour de multiples aires géopolitiques la place au coeur des enjeux politiques, économiques et énergétiques mondiaux. Pauvre en hydrocarbures, la Turquie a cherché à exploiter les ressources des régions avoisinantes et à diversifier ses sources d'approvisionnement en hydrocarbures pour garantir sa sécurité énergétique. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le rapprochement entrepris par le gouvernement à l'égard de la Russie, de l'Iran et de l'Irak, et ceci malgré leurs divergences politiques. Par ailleurs, afin de répondre à son ambition de devenir une puissance de statut mondial et de peser sur la scène internationale, la Turquie a tenté de se poser en zone de transit des hydrocarbures de l'Est vers l'Ouest. Or, cette ambition se heurte aux fragiles équilibres de pouvoir entre les États et aux tensions diplomatiques qui peuvent exister: ainsi, en exploitant les gisements du GRK au Nord de l'Irak, la Turquie s'aliène Bagdad et risque de se priver des ressources du Sud de l'Irak; en Méditerranée orientale, les tensions entre la Turquie d'une part et Chypre, Israël et la Grèce d'autre part, nuisent aux intérêts énergétiques d'Ankara et empêchent la Turquie – en tout cas jusqu' à ce jour – d'être choisie comme zone de transit des hydrocarbures de la Méditerranée vers les marchés européens.

En somme, étant donné les tensions diplomatiques qui minent actuellement les rapports de la Turquie avec ses voisins du Caucase et du Moyen-Orient, il semble que les ambitions énergétiques de ce pays sont encore loin d'être réalisées. Aussi, dans le contexte actuel de tentative de l'Union européenne de diminuer sa dépendance aux énergies fossiles en soutenant le développement des énergies renouvelables, on peut se demander si à l'avenir, la Turquie ne risquerait pas de perdre, aux yeux

de l'Europe, sa position géostratégique de hub énergétique. ■

Notes

* Elle rédige une thèse, sous la direction du Pr. Bertrand Badie, qui s'intitule : Elle rédige une thèse, sous la direction du Pr Bertrand Badie, qui s'intitule : « La construction d'une diplomatie émergente : le cas de la Turquie au Moyen-Orient (2002-2014) ». Elle dispense des cours de relations internationales et de sociologie politique à Sciences Po Paris et Sciences Po Menton. http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/users/janajabbour

** Son mémoire de master 2, réalisé sous la direction de Nora Seni, traitait de « La géopolitique de l'énergie en Turquie et son repositionnement sur l'échiquier mondial: les gazoducs TANAP et TAP comme cas d'étude ».

1. GONCKARENKO (A.), *The Wider Black Sea Area : New Geopolitical Realities, Regional Security structures and Democratic Control : A Ukranien View,* Nato Defense College Occasional Paper, 11, 2005, p. 23.
2. CCE, *La synergie de la Mer Noire, une nouvelle initiative de coopération régionale,* Commission des Communautés Européennes, Bruxelles, 11 avril 2007.
3. BM, "Report on a technical assistance loan in the amount of US$ 5.0 million to the Republic of Turkey for a BTC technical assistant projet", Rapport de la Banque Mondiale, juin 2012, 20 p.
4. INOGATE, http:/www.inogate.orgindex.phpoption=com_inogate&view=projects&Itemid=75&lang=en
5. "Turkey", US Energy Information Administration, 2013, p. 2.
6. Site du Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles : http://www.enerji.gov.tr
7. Site du TANAP, «Tanap project, the silk road of energy, has been signed», retranscription du discours d'ouverture, http://www.tanap.com/en/the-energy-of-the-future-is-ready.aspx
8. Site de la Banque Mondiale, World Bank continues to support gas sector development in Turkey, http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2014/07/02/world-bank-continues-to-support-gas-sector-development-in-turkey
9. « European Commission position on South Stream remains unchanged », *Sputniknews*, 2 décembre 2014 http://sputniknews.com/business/20141202/1015403430.html
10. EIA, "Russia", U.S. Energy Information Administration, 18 September 2012.
11. «Ukraine crisis hardens Brussels stance on Gazprom pipeline», *Financial Times,* 5 mai 2014.
12. «South Stream : pas de reprise des travaux sans le feu-vert de l'UE», *Ria Novosti*, 7 août 2014.
13. "Repercussions of TAP's Selection", *Natural Gas Europe*, 17 juillet 2013.
14. "Gazprom Withdraws Interest for Greek Gas Firm DEPA on Deadline Day, Say Reports", *Energia,* 10 juin 2013.
15. "EU: Didn't Influence Greek Depa Sale Process", *Energia*, 11 juin 2013.
16. "Shah Deniz partner take stake in TAP", *Hurriyet Daily News*, 31 juillet 2013.
17. "TAP emerges a winner : preliminary implications", *Natural Gas Europe,* 1er juillet 2013.
18. Sedar Kırdar, "Erbil, Bagdad, Ankara et Washington: la course au pétrole en Irak du Nord", Hérodote, Vol. 1, No.148, 2013, p. 103.
19. Ibidem.

20. Mémoire de master, Noémie Rebière.
21. Pour une analyse détaillée de la politique turque à l'égard du Moyen-Orient, voir Jana Jabbour, « Le Monde selon Ankara », Telos, 7 novembre 2011 http://www.telos-eu.com/fr/globalisation/politique-internationale/le-monde-selon-ankara.html
22. Robin Mills, art.cit, p. 60-61.
23. « Kurdistan Region of Irak 2012 », The Oil & Gas Year, The Who's Who of the Global Energy Industry, www.oilandgasyear.com
24. Robin Mills, "Northern Iraq's Oil Chessboard: Energy, Politics and Power", Insight Turkey, Vol. 15, No. 17, 2013, p. 52.
25. Walid Khoudouri, "Kurdistan Region Challenges Bagdad with Oil Exports", Al Monitor, 20 juillet 2014 http://www.al-monitor.com/pulse/business/2014/07/turkey-kurdistan-oil-krg.html
26. Pour une analyse détaillée de cette visite voir Jean Marcou, « Visite historique d'Ahmet Davutoglu à Erbil », OVIPOT, 6 novembre 2009, http://ovipot.hypotheses.org/1014
27. Serdar Kırdar, art.cit., p. 112.
28. Notamment après son acquisition par l'ex-président de BP, Tony Hayward.
29. Allan Kaval, "Dans Kirkouk, la Jérusalem kurde", Le Monde Diplomatique, juillet 2014, p. 10.
30. Serdar Kırdar, art.cit., p.113.
31. Semih Idiz, "Erdogan: No one should expect me to provoke ISIS", Al Monitor, 27 juin 2014, http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/06/turkey-military-action-iraq-nato-mosul-isis-sunni-kurds.html
32. David Amsellem, "Le gaz comme élément de réorientation des alliances géopolitiques en Méditerranée orientale ", Hérodote, Vol. 1 n° 148, 2013, p. 117-121.
33. Michael Emerson, "Fishing for Gas and more in Cypriot Waters", Insight Turkey, Vol.15, No.1, 2013, p.167.
34. Hervé Amiot, "Le gaz en Méditerranée orientale: une nouvelle donne pour Israël", Les Clés du Moyen-Orient, 27 juillet 2013 http://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-gaz-en-Mediterranee-orientale.html
35. Zones définies à la convention de Montego Bay sur le droit de la mer en 1982, délimitant un espace de 200 miles marins – environ 370 km – à partir des côtés de l'Etat en question.
36. Ibidem.
37. Pierre Blanc, "Chypre: un triple enjeu pour la Turquie", Hérodote, Vol.1, No 148, 2013, p. 83-102.
38. Frédéric Encel, "Causes, déroulement et conséquences de la rupture israélo-turque", Hérodote, Vol.1, No.148, 2013, p.77.
39. Hervé Amiot, art.cit.